



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
NORMANDIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité  
Normandie*

**Secrétariat Général  
pour les Affaires Régionales  
Pôle modernisation et  
moyens  
Plateforme régionale des achats**

**Accord-cadre relatif à la maintenance des  
équipements de lutte contre l'incendie et des  
systèmes de sécurité incendie pour les services de  
l'Etat et certains établissements publics en région  
Normandie**

Appel d'offres ouvert

Cahier des clauses techniques particuliers (CCTP)

*Le présent document est commun à tous les lots*

Code CPV – 50413200 - Services de réparation et d'entretien d'installations  
d'extinction d'incendie

## Table des matières

ARTICLE 1 - Généralités .....	3
ARTICLE 2 - Prestation attendues en maintenance préventive .....	6
<b>2.1 – Système de sécurité incendie et équipement d’alarme</b> .....	6
<b>2.2 – Equipement de lutte contre l’incendie</b> .....	7
ARTICLE 3 – Prestations attendues en maintenance corrective.....	7
ARTICLE 4 : Documents à transmettre.....	9
<b>4.1 - Carnet d'entretien</b> .....	9
<b>4.2 – Bon et rapport d'intervention</b> .....	9
<b>4.3 - Rapport annuel</b> .....	9
<b>4.4 - Mise à jour de la documentation</b> .....	10
ARTICLE 5 : Mission d’assistance technique .....	10
<b>5.1 – Assistance technique</b> .....	10
<b>5.2 – Visites des organismes agréés et suivi des opérations</b> .....	11
ARTICLE 6 : Moyens humains et techniques.....	11
<b>6.1 – Moyens humains</b> .....	11
<b>6.2 – Moyens techniques</b> .....	12
<b>6.3 - Evolution des équipements</b> .....	12
ARTICLE 7 – Politique environnementale .....	13
<b>7.2 – Les D3E déchets en provenance des équipements électriques</b> .....	13
<b>7.3 – Les DIS Déchets industriels spéciaux</b> .....	13

## ARTICLE 1 - Généralités

L'accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (S.S.I.), des équipements d'alarme (E.A.) et des équipements de lutte contre l'incendie (E.L.I.).

Les équipements des systèmes de sécurité incendie et équipements d'alarme (SSI-EA) sont :

- Centrale SSI – Alarme
- Déclencheurs manuels reliés
- Détecteurs automatiques asservis
- Déclencheurs manuels d'ouverture de portes
- Diffuseurs sonores / lumineux, B.A.A.S. asservis
- Portes coupes feu (dont joint) avec commande électromagnétique asservis
- Clapets coupe-feu asservis
- Volets coupe-feu asservis
- Dispositifs des désenfumages asservis
- Ouvrants et exutoire de désenfumage
- Coffrets de relayage des ventilateurs de désenfumage
- Extinctions automatiques asservies
- Alimentation électrique de sécurité
- Tableau de report
- Indicateur d'action
- DAC (dispositif adaptateur de commande)
- DAD (détecteur autonome déclencheur)
- Pressostats
- Tourelle de désenfumages
- Détecteur linéaire de fumée
- Détecteur de chaleur
- Détecteur de gaz

Les équipements de lutte contre l'incendie sont (ELI) sont :

- Extincteurs
- Robinets incendie armés (R.I.A.)
- Blocs autonomes d'éclairage de sécurité (B.A.E.S.)
- Télécommande BAES
- Eclairage d'ambiance et de secours
- Colonnes d'incendie, sèche et humide
- Poteaux / Bornes / Bouche incendie
- Moyens d'extinction automatique et autonome
- Châssis de désenfumage
- Trappes de désenfumage manuelles
- Dispositifs de désenfumage manuels autonomes
- Dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur
- Détecteurs autonomes avertisseurs de fumée (D.A.A.F.)
- Porte coupe-feu autonome

- Clapet coupe-feu autonome

Cette liste n'est pas exhaustive, le titulaire doit inclure tous les accessoires et équipements divers contribuant au bon fonctionnement des installations.

Les prestations attendues se décomposent en deux postes énumérées ci-après :

- **Poste 1 - Maintenance préventive** (forfait annuel déclenché par l'émission de bons de commande d'une durée maximale de 12 mois ou pour une durée allant de la date d'intégration au 31 décembre de l'année en cours).

La description et la spécification des équipements à maintenir sont celles listées en annexe 1 de l'acte d'engagement « DPGF » pour chaque lot.

La **maintenance préventive** est « l'ensemble des activités ayant pour but de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation d'un bien ou d'un service rendu. Les activités correspondantes sont déclenchées selon un échéancier établi à partir d'un nombre prédéterminé d'unités d'usage, et / ou des critères significatifs de dégradation de bien ou du service ».

- **Poste 2 - Maintenance corrective** (sur bons de commandes).

La **maintenance corrective** est « l'ensemble des activités réalisées après la défaillance d'un bien ou la dégradation de sa fonction pour lui permettre d'accomplir une fonction requise, au moins provisoirement »

La maintenance préventive (poste 1) est à coût forfaitaire, la maintenance corrective (poste 2) est à prix unitaire.

Cette répartition permet d'assurer la maintenance qui comprend l'ensemble des mesures destinées à préserver l'état de référence des installations. Elle comprend les vérifications périodiques et les opérations d'entretien ou de dépannage (maintenance préventive) et les réparations (maintenance corrective).

La maintenance préventive des équipements attendue est celle de niveau 1 à 4 (Norme AFNOR FDX 60-000), suivant les règlements en vigueur applicables en France et les préconisations des fabricants, qui constitue la commande initiale du marché. Outre les obligations réglementaires, la maintenance préventive a pour objet, après vérification approfondie, de procéder à des tests de fonctionnement des systèmes et installations et de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation des installations.

La maintenance corrective des équipements attendue est celle de niveau 1 à 4 (Norme AFNOR FDX 60-000), exécutée, si nécessaire, à la demande expresse des services de l'État ou sur proposition du titulaire du marché, après constatation d'un dysfonctionnement, d'une détérioration d'un équipement ou de l'installation.

L'extension d'une installation correspond à de la maintenance de niveau 5 (Norme AFNOR FDX 60-000).

Au sens de la norme NF X 60-000, les cinq niveaux d'interventions en maintenance sont définis de la manière suivante :

Niveau 1 : **Actions simples** qui peuvent être effectuées par l'utilisateur/agent, à l'aide d'instructions simples et sans outillage autre que celui intégré au bien.

Niveau 2 : **Opérations courantes** effectuées par un personnel qualifié/ agent technique avec des procédures détaillées et un outillage léger.

Niveau 3 : **Opérations de technicité générale** effectuée par un technicien qualifié, avec des procédures complexes et un outillage portatif complexe.

Niveau 4 : **Opération technique de spécialité** effectuée, par un technicien ou une équipe spécialisée, maîtrisant une technique ou technologie particulière, avec des instructions générales ou particulières de maintenance et un outillage portatif spécialisé.

Niveau 5 : **Rénovation, reconstruction**, remplacement d'une installation, d'un équipement, d'une pièce de structure ou de fonctionnement, selon un processus proche de sa fabrication ou de son assemblage initial.

Les objectifs fondamentaux des actions de maintenance sont de :

- Vérifier les installations et informer les utilisateurs sur leurs états de fonctionnement ;
- Prévenir et protéger les installations contre les dégradations dues à l'usage et à l'action du temps ;
- Réparer les dégradations ;
- Assurer la continuité de service des fonctions pour lesquelles elles sont prévues.

D'une manière générale, le titulaire devra se référer et respecter les obligations réglementaires applicables à ce type d'installations ainsi qu'aux notices d'entretien des constructeurs.

Le titulaire doit assurer la maintenance des installations selon les règlements, les normes et réglementations en vigueur, dans les meilleures conditions de fonctionnement et de sécurité.

Notamment :

- code du travail: conception et utilisation des lieux de travail;
- normes françaises et européennes en vigueur;
- recommandations des fabricants ;
- les clauses du présent CCTP ;

Cette liste est non exhaustive.

En l'absence de règle ou de norme particulière, le titulaire se conformera aux prescriptions techniques des constructeurs et installateurs des équipements et matériels dont il a la charge.

Les prestations réalisées dans le cadre de l'exécution du marché prennent en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

## ARTICLE 2 - Prestation attendues en maintenance préventive

### **2.1 – Système de sécurité incendie et équipement d'alarme (SSI-EA)**

Les prestations d'entretien des systèmes de sécurité incendie et d'équipement d'alarme comprend le SSI ainsi que l'ensemble des équipements reliés au SSI. Le titulaire aura à charge la maintenance complète de la partie électronique mais aussi mécanique de l'ensemble de l'installation SSI.

Par exemple, si la commande électronique du désenfumage relié au SSI est fonctionnelle mais que la partie mécanique du désenfumage ne fonctionne pas, la prestation de remplacement/réparation est à la charge du titulaire SSI, car le désenfumage est relié au SSI. Le fonctionnement est identique pour les portes coupe-feu, clapet coupe-feu ect...

Le titulaire aura un nombre de SSI de marque constructeur différente à entretenir. S'il doit faire appel au constructeur pour une intervention, le coût d'intervention du constructeur est à la charge du titulaire.

La maintenance préventive intègre :

- Le nombre de visite indiquée à l'annexe n°1 « DPGF » pour chaque site ;
- La vérification, contrôle, réglage, essai de fonctionnement de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie et des équipements d'alarme dans le respect des normes françaises et européennes (Norme NF S 61-933) ;
- Un remplacement des batteries tous les 4 ans à compter de la date inscrite dessus ;
- Un remplacement tous les ans des piles pour les SSI ayant un système par onde radio ;
- Nettoyage au bon fonctionnement des équipements ;
- Remise en état les lieux dans les conditions où ils étaient avant l'intervention ;
- Les rapports d'interventions ;

## **2.2 – Equipement de lutte contre l'incendie (ELI)**

La maintenance préventive intègre :

- Le nombre de visite indiquée à l'annexe n°1 « DPGF » pour chaque site ;
- La vérification, contrôle, réglage, essai de fonctionnement de l'ensemble des équipements de lutte contre l'incendie dans le respect des normes françaises et européennes (Norme extincteur NF S 61-919, norme BAES NF C 71-830, norme désenfumage NF S 61-933, norme RIA NF S 62-201, norme colonne incendie NF S 61-759...) ;
- Nettoyage au bon fonctionnement des équipements ;
- Remise en état les lieux dans les conditions où ils étaient avant l'intervention ;
- Les rapports d'interventions ;

### **ARTICLE 3 – Prestations attendues en maintenance corrective**

Dans le cadre des interventions correctives, il appartient au titulaire de mettre en place les actions palliatives permettant de mettre fin au désordre constaté. La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent contrat.

La maintenance corrective est exécutée après détection d'une panne et a pour objet de remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise.

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché.
- Les interventions urgentes sont effectuées à la demande ou après accord du responsable de site.

Le titulaire doit s'engager sur une remise en service de l'installation. Au cas où la nature de la panne ou du dysfonctionnement fait obstacle à la remise en service immédiate du système d'alarme, il met l'installation en sécurité et appose une affiche sur l'installation. Il en averti immédiatement le responsable de site.

Le titulaire exécute les réparations provisoires ou définitives qui, faute d'intervention, ne permettraient pas l'utilisation normale des équipements ou compromettraient la sécurité ou l'accessibilité des personnes ou la bonne conservation des installations et des biens.

Elles feront l'objet d'un devis détaillé (main d'œuvre, pièces...) qui sera soumis à l'accord préalable du responsable de site.

**Attention : seules les heures réelles effectuées sur site seront facturées.**

La maintenance corrective comprend les dépannages et les réparations.

Le dépannage consiste à rétablir le fonctionnement optimal des installations ou, si cela n'est pas possible, un fonctionnement provisoire (mode dégradé), le temps nécessaire à la réparation.

Plusieurs situations peuvent se présenter :

- Dépannage ne nécessitant pas de réparation conséquente : le dépannage s'effectue avec des moyens simples tels que ceux définis dans le cadre de la maintenance préventive.
- Dépannage avec remise en état provisoire (mode dégradé) avant la réparation : le dépannage ne peut pas s'effectuer avec des moyens simples (tels que ceux définis dans la maintenance préventive). Toutefois, l'entreprise peut mettre en place des moyens alternatifs temporaires permettant de répondre, totalement ou partiellement, aux fonctions de l'installation. L'entreprise assure la remise en état provisoire de l'installation, informe l'utilisateur et effectue une proposition de réparation.
- Dépannage sans possibilité de remise en état : le dépannage ne peut pas s'effectuer avec des moyens simples et l'entreprise n'a pas la possibilité de mettre en place des moyens provisoires permettant de répondre, totalement ou partiellement, aux fonctions de l'installation. L'entreprise informe l'utilisateur, justifie l'impossibilité de dépannage et de mise en œuvre des moyens provisoires et effectue une proposition de réparation. La société met à disposition un appui pour la mise en place d'une solution palliatif.

Les réparations sont les actions correctives visant à la remise en service des installations avec des moyens répondant, au minimum, aux fonctionnalités remplies par le matériel remplacé. Ces moyens seront impérativement de performances et types au moins équivalents et parfaitement cohérents et compatibles avec les installations existantes.

Après une quelconque intervention, le titulaire s'engage, expressément et sous sa propre responsabilité, à ne remettre à la disposition des usagers que des équipements offrant toutes les garanties de bon fonctionnement et de sécurité. Au cas où, pour quelque cause que ce soit, ces garanties ne pourraient être obtenues, le titulaire devra en aviser le service bénéficiaire et prendre toutes dispositions nécessaires pour condamner l'utilisation de l'équipement. L'arrêt du service sera porté à la connaissance des usagers, par des pancartes placées en évidence.

Pour toute intervention nécessitant de consigner tout ou partie d'une installation, le titulaire a la responsabilité de la mise en place, après approbation du service bénéficiaire, et à ses frais, de l'ensemble des moyens de protection et de signalisation définis dans le cadre du plan de prévention. En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le service bénéficiaire se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans que cette action ne puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.



**Le titulaire doit assurer un service d'astreinte 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pour les sites qui le demanderont pour les systèmes de sécurité incendie (SSI).**

**Le titulaire doit avoir une organisation permettant une prise en compte d'une demande d'intervention dans les horaires de l'astreinte dans les délais indiqués à l'article du 9.3 du CCAP.**

## **ARTICLE 4 : Documents à transmettre**

### **4.1 - Carnet d'entretien**

Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du marché feront l'objet de comptes rendus dans un registre tenu à jour. Le titulaire devra le remplir à chacun de ses passages pour toutes les installations faisant l'objet des prestations de maintenance. Le registre sécurité incendie du site devra être mis à jour.

### **4.2 – Bon et rapport d'intervention**

**A chaque passage de l'entreprise, un bon d'intervention doit être signé par le technicien et une personne responsable du service bénéficiaire. Il est la preuve du passage du technicien sur le site du service bénéficiaire.**

Ensuite, un rapport d'intervention est rédigé par le titulaire. Il comprend notamment les renseignements suivants :

- le détail des tâches effectuées sur les équipements,
- la durée de l'intervention, nombre d'heures et qualification du personnel employé,
- le détail des fournitures et pièces utilisées,
- les observations et relevés éventuels,
- les photos le cas échéant.

Selon la nature de l'intervention, est en accord avec le service bénéficiaire, le bon et le rapport d'intervention peut être un même document.

### **4.3 - Rapport annuel**

Le rapport annuel comportera le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année.

Il comportera :

- le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année et des matériels remplacés,
- les anomalies principales et les faits marquants ;
- un rapport sur les non-conformités éventuelles et sur l'évolution de la réglementation concernant les appareils entretenus ;
- un rapport technique sur l'état des matériels et propositions éventuelles pour améliorer leur fonctionnement ;
- une prévision budgétaire de travaux éventuels à effectuer pour

l'année à venir et pour les 3 années à venir.

De même, une synthèse de ces rapports sera remise au coordonnateur du marché, dans le mois suivant la date anniversaire du contrat.

Cette synthèse comportera, pour chaque site et par équipement :

- Le montant du coût de la maintenance corrective en distinguant les coûts liés à la main d'œuvre et ceux liés aux pièces ;
- le nombre d'interventions de maintenance corrective et de déplacement pour les dépannages ;
- le rapport entre les coûts de la maintenance préventive et corrective ;
- le montant des investissements préconisés en précisant les montants liés à la sécurité des équipements.

#### **4.4 - Mise à jour de la documentation**

Le titulaire s'engage à tenir à jour la documentation relative aux systèmes de sécurité incendie, d'équipement d'alarme et d'équipement de lutte contre l'incendie. Cette documentation comprend les plans (sous réserve qu'ils soient fournis par les services), les documentations propres aux produits et les consignes d'exploitation.

### **ARTICLE 5 : Mission d'assistance technique**

L'assistance fournie par le titulaire a pour objet d'aider le R.P.A. à appréhender la gestion technique de ses installations.

Elle porte essentiellement sur les points suivants :

- L'assistance technique tout au long de l'exécution du marché,
- L'assistance lors de l'exécution des contrôles réglementaires effectués par un organisme agréé et piloté par le service bénéficiaire et lors des opérations de réception ;

#### **5.1 – Assistance technique**

L'assistance technique porte essentiellement sur les points suivants :

- Propositions des mesures à mettre en œuvre et de nature à améliorer les performances techniques et économiques des installations.
- Veille réglementaire : le titulaire assure une veille réglementaire dans les corps d'état objets du marché. Cette prestation consiste à informer le pouvoir adjudicateur de toute modification du contexte législatif et réglementaire, de la parution de nouvelles normes, documents techniques unifiés, recommandations, guides et autres documents

émanant d'organismes officiels (CSTB, ...). Cette information s'accompagne d'une fiche présentant les principaux éléments introduits par le nouveau document, caractérisés par les obligations, les échéances, les responsabilités, les procédures... Le titulaire informe succinctement le pouvoir adjudicateur des opérations qui devront être réalisées du fait des changements de réglementation dans les trois mois consécutifs à la parution desdits documents.

- Propositions des éventuels diagnostics de repérage des matériaux (plomb, amiante, parasites...) et des dispositions à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des personnes lors des opérations de maintenance.
- Propositions des adaptations à apporter à la documentation technique des installations et de leurs différents cahiers d'exploitation et de maintenance.

## **5.2 – Visites des organismes agréés et suivi des opérations**

La réglementation impose des visites périodiques de certains équipements.

Le titulaire a l'obligation d'accompagner les organismes de contrôle lors de leur intervention et de réaliser les opérations telles que les consignations, les ouvertures de panneaux d'accès, etc....

Le service bénéficiaire doit avertir le titulaire de la date et heure de la visite à minima 15 jours calendaires avant ladite visite.

Le service transmet au titulaire une copie des rapports des organismes de contrôle relatifs aux équipements couverts par le contrat.

Le titulaire :

- analyse les rapports de contrôle transmis,
- met en place les actions correctives pour répondre aux observations incombant à la maintenance (dysfonctionnement, repérage, défaut d'isolement...),

L'analyse ainsi que la mise en place des actions correctives se font dans un délai maximum d'un mois après réception du rapport.

Hors correctif facturable et travaux, ces prestations sont incluses au forfait annuel.

## **ARTICLE 6 : Moyens humains et techniques**

### **6.1 – Moyens humains**

Le titulaire doit mettre à disposition du marché le personnel ayant les compétences et habilitations nécessaires pour effectuer les prestations : maintenance préventive, diagnostic, maintenance corrective, devis, rapport d'intervention.

## **6.2 – Moyens techniques**

L'outillage spécifique aux matériels entretenus sera à la charge du titulaire qui en assurera l'entretien.

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel tous les moyens en outillage dont il pourrait avoir besoin pendant ses interventions y compris les moyens d'accès en hauteur en toute sécurité.

**Attention :** les moyens d'accès en hauteur ne sont en aucun cas facturables en préventif. En correctif, ils ne sont pas facturables jusqu'à 7 mètres de hauteur. Au-delà de 7 mètres, les prix du BPU s'appliquent.

Le titulaire doit prévoir le matériel adéquat pour avoir accès aux endroits spécifiques, comme par exemple une cage d'escalier.

Il s'engage à donner à son personnel d'exécution, une méthode écrite exhaustive des différentes actions à réaliser sur les matériels et les installations. Le personnel aura ce document sur lui lors de l'exécution au même titre que l'outillage nécessaire.

Le titulaire reste seul juge des produits, matériel et techniques utilisés. Il devra les avoir soigneusement testés et rigoureusement sélectionnés, pour qu'ils soient adaptés à la spécificité des prestations réalisées. De plus, le titulaire restera responsable de toutes détériorations qui pourraient éventuellement survenir à la suite de son utilisation.

Le personnel qui intervient sur site doit disposer des habilitations électriques et habilitations au travail en hauteur nécessaires. Il aura les compétences et formations techniques requises pour assurer toutes les interventions dont il a la charge (préventif, correctif, travaux). Il a une parfaite connaissance des locaux et des installations et doit être capable de se rendre à tout moment et dans des délais brefs là où une intervention s'avère nécessaire.

## **6.3 - Evolution des équipements**

Si des modifications techniques, des logiciels ou de nouvelles versions peuvent apporter une amélioration aux équipements sans pour cela changer les caractéristiques du matériel, le titulaire peut le communiquer à l'administration, en détaillant les avantages que procureraient ces changements et le coût de leur installation.

Si le service accepte cette proposition, il le notifie par un bon de commande au titulaire, ces équipements bénéficient des conditions du présent accord cadre sans qu'il soit besoin de le modifier par avenant.

Une notice technique, rédigée en langue française, doit accompagner la livraison des nouvelles versions des équipements.

## ARTICLE 7 – Politique environnementale

### **7.1 – Recyclage des déchets**

Le recyclage de tous les déchets suite à une opération préventive/corrective est intégré dans les prix préventif et correctif (exemple : Enlevage et recyclage d'un extincteur). Cela comprend également les cartouches fluorées.

### **7.2 – Les D3E déchets en provenance des équipements électriques**

Le Titulaire doit l'évacuation et le traitement des déchets électriques et électroniques (D3E) dans le respect du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005.

Les D3E appartiennent à la famille des Déchets industriels Banals (D.I.B.) et doivent être retraités au même titre que les piles et la ferraille.

On entend par "traitement" : toute opération suivant l'arrivée des D3E dans des installations de dépollution, de démontage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination, ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination des D3E.

Le Titulaire prendra à sa charge le traitement des D3E du chantier concerné même si le matériel n'est pas de sa fabrication.

Sur demande du service, le titulaire devra transmettre les bons de suivi de ces déchets. La création d'un compte « Track déchets » par le titulaire et son utilisation pourra être exigée par le service, sans facturation complémentaire

### **7.3 – Les DIS Déchets industriels spéciaux**

Les déchets industriels spéciaux regroupent les hydrocarbures, les solvants et acides, les batteries, les emballages et chiffons souillés...

Le titulaire doit le tri, l'évacuation et le traitement des DIS dans le respect de la législation et de la réglementation applicable en matière de protection de l'environnement.

Sur demande du service, le titulaire devra transmettre les bons de suivi de ces déchets. La création d'un compte « Track déchets » par le titulaire et son utilisation pourra être exigée par le service, sans facturation complémentaire.

Le titulaire devra mettre à disposition au service le demandant une preuve du suivi des déchets qu'il effectue.